

# M. Obama défie les républicains sur l'immigration

Le président américain annonce l'instauration d'un statut provisoire pour des millions d'illégaux

WASHINGTON — correspondant

Deux semaines après la sévère défaite essuyée au cours des élections de mi-mandat, Barack Obama a tranché. Le président des Etats-Unis est passé à l'offensive sur le sujet de l'immigration, à propos duquel il s'était engagé à agir dès son arrivée à la Maison Blanche mais qu'il avait laissé ensuite en jachère. Renforcement des frontières, facilités d'accueil pour les diplômés que réclame l'économie américaine et, surtout, statut provisoire pour les illégaux de longue date sans antécédents judiciaires et dont les enfants disposent de documents officiels américains : telles ont été les principales annonces faites au cours d'une allocution prononcée à la Maison Blanche, jeudi 20 novembre.

« Une amnistie de masse serait injuste. Des expulsions de masse seraient à la fois impossibles et contraires à notre nature », a indiqué M. Obama avant d'affirmer : « Nous sommes et serons toujours une nation d'immigrants. » Le président devait défendre sa décision vendredi au cours d'un déplacement à Las Vegas, dans le Nevada.

Le 30 juin, M. Obama s'était en quelque sorte lié les mains en indiquant qu'il était prêt à faire rapidement usage de ses pouvoirs (*executive orders*) pour passer outre aux tergiversations du Congrès, alors divisé entre un Sénat démocrate et une Chambre des représentants républicaine et incapable de s'entendre sur un texte adopté par les sénateurs en 2013. Il avait reculé sous la pression des élus dé-

**« Des expulsions de masse seraient contraires à notre nature. Nous sommes et serons toujours une nation d'immigrants »**

BARACK OBAMA

mocrates, qui jugeaient que le sujet compliquerait leur réélection, mais il avait donné rendez-vous après les élections de mi-mandat. Entre 3 et 5 millions d'illégaux pourraient maintenant être concernés par le statut provisoire annoncé par le président américain.

Répondant aux critiques républicaines qui s'étaient abattues sur lui avant même qu'il ne révélât le contenu des mesures, notamment celles le comparant à un « monarque », M. Obama a assuré qu'elles ne constituaient en rien un abus de pouvoir. Il a insisté sur leur aspect provisoire et sur le fait que leurs bénéficiaires, ne pourraient accéder aux avantages sociaux dont jouissent les citoyens américains : « Tout ce que nous leur disons, c'est que nous ne les expulserons pas. » « Aux membres du Congrès qui doutent de ma légitimité et qui s'interrogent sur la sagesse de cette décision, j'ai une ré-

ponse, a-t-il affirmé, votez une loi », ajoutant qu'il était prêt à travailler avec le Congrès pour parvenir à une solution qui rendrait les annonces de jeudi caduques.

## Trop grande tiédeur

Il est peu probable que cette perspective soit la plus d'actualité si on en juge par la virulence redoublée des réactions des républicains. Après la déroute démocrate du 4 novembre, marquée par la perte du Sénat, ces derniers considéraient que M. Obama avait été désavoué par les électeurs. Ils avaient averti qu'une initiative unilatérale constituerait un *casus belli* (« l'empoisonnement du puits »), a fortiori avant le début de la nouvelle législature qui verra s'installer le nouveau Congrès, le 3 janvier 2015.

M. Obama a manifestement fait une autre analyse. Au lendemain de la défaite, le président avait assuré avoir entendu à la fois ceux

qui s'étaient rendus aux urnes et ceux qui s'étaient plus massivement abstenus, dont certains sans doute pour protester contre la trop grande tiédeur de ses décisions po-

litiques. A juste titre, il peut faire valoir que les républicains, qui par le passé ont souvent mené d'importantes opérations de régularisation, notamment sous la prési-

dence de George W. Bush, sont trop divisés sur cette question pour espérer produire dans des délais raisonnables une loi qu'il pourrait juger acceptable.

La forme que doit prendre la riposte républicaine fait déjà apparaître des fractures internes. A ceux qui plaident pour une politique de terre brûlée (*shutdown*, « fermeture » du gouvernement, blocage des nominations qui nécessitent l'avis du Sénat, voire ouverture d'une procédure d'*impeachment*), répondent ceux qui estiment que, pour préserver ses chances lors de la présidentielle à venir, en 2016, le camp républicain doit faire la preuve de sa capacité à gouverner et se garder de s'aliéner un électoral latino (l'écrasante majorité des clandestins sont d'origine hispanique) dont le poids électoral ne cesse d'augmenter.

## Fracture institutionnelle

L'immigration constitue en fait le troisième dossier sur lequel M. Obama vient de prendre l'initiative. L'accord conclu avec la Chine le 12 novembre lors de sa tournée en Asie sur la réduction des gaz à effet de serre a été vivement critiqué par les républicains, qui ont dénoncé son coût présumé pour l'économie américaine et plus précisément pour la production de charbon, particulièrement importante dans l'Etat du nouveau chef de la majorité sénatoriale, le républicain Mitch McConnell. Auparavant, l'appel au respect de la neutralité d'Internet lancé par le président le 10 novembre avait aussi été décrié par certains républicains, dont le sénateur du Texas Ted Cruz.

En se prononçant jeudi sur l'immigration, M. Obama a pris, aux yeux des républicains, le risque de relancer la fracture institutionnelle qui paralyse Washington, même s'il a souhaité « qu'un différend sur un sujet ne devienne pas un obstacle pour tous les sujets ». La principale victime d'un blocage accru pour les deux ans à venir serait paradoxalement la réforme de l'immigration, que les mesures provisoires annoncées jeudi ne sauraient remplacer. ■

GILLES PARIS



A Washington, le démocrate Ramon Romero écoute l'allocution du président traduite en espagnol, le 20 novembre. ALEX BRANDON/AP

## L'immigration illégale aux Etats-Unis

NOMBRE D'IMMIGRANTS ILLÉGAUX, EN MILLIONS

RÉGION D'ORIGINE, EN 2012

